

L'auteur des Articles de Naters

Un document inédit de 1448

GREGOIRE GHIKA

En examinant une copie des franchises sédunoises, qui se trouve aux archives cantonales du Valais, dans le fonds de la Bourgeoisie de Sion, Monsieur l'abbé Dr H. A. von Roten constata que la couverture du manuscrit comportait à l'intérieur un acte notarié¹. C'est un parchemin qui mesure 41,5 cm. de largeur sur 28 cm. de longueur. Il compte 29 lignes, plus 4 lignes de la main du notaire. L'écriture en est relativement bonne et suffisamment nette ; mais les bords sont usés et la fin des lignes n'est plus toujours lisible. De plus, le parchemin est percé ou lacéré en cinq endroits au moins ; certains noms ont été effacés volontairement. Le sulfhydrate d'ammoniaque nous a permis de restituer partiellement le texte. Ce dernier, daté du 19 février 1448, apporte des détails inédits et intéressants sur les « Articles de Naters » (1446). M. l'abbé von Roten eut l'amabilité de nous faire part de sa découverte et nous confia le soin d'en tirer parti².

* * *

Les Articles de Naters marquent une étape importante dans les luttes que livra la démocratie valaisanne contre les princes-évêques.

¹ *Archives cantonales du Valais* (citées AV), fonds ABS, tiroir 22, No 24.

² M. l'abbé H. A. von Roten a utilisé ce texte pour fixer la dernière indication que l'on possède sur le Bailli Antoine Kuonen (*Die Landeshauptmänner von Wallis, 1388—1840*, dans *Blätter aus der Walliser Geschichte* (cité : BWG), T. X, 1re livraison, 1946, p. 49).

A la fin du XIV^e siècle, les dizains du Haut-Valais avaient refoulé l'invasion savoyarde et refusé d'accepter un prince étranger au pays. Ils intervinrent auprès du pape Boniface IX et obtinrent de lui qu'il désignât Guillaume IV de Rarogne pour le siège épiscopal de Sion. Toutes les communes au-dessus de la Morge de Conthey l'agrèèrent sans tarder. Mais si le nouveau prélat échappait à la tutelle de la Savoie, il n'en reste pas moins que tous ses successeurs allaient éprouver l'emprise toujours plus étroite des « patriotes valaisans » sur leur pouvoir temporel.

En 1445 déjà, les dizains, sauf Sion, marchaient sur le château épiscopal de la Soie et imposaient à l'évêque Guillaume V de Rarogne une limitation sensible de ses droits. Ce traité ne fut pas respecté. L'année suivante, à Salquenen, les « patriotes » jurèrent à genoux de déposer le prince et son oncle, le fameux Bailli Guichard³. Tel fut le premier acte de la terrible « guerre de Rarogne ». On sait que le Concile de Constance intervint pour rétablir l'ordre en Valais ; il lui donna, en 1418, un administrateur du diocèse en la personne d'André dei Benzi, alias de Gualdo, noble italien originaire de l'Ombrie, pour lors archevêque de Colocza en Hongrie⁴. Ce dernier porta le titre d'évêque de Sion dès 1431, année de la mort de Guillaume V de Rarogne.

Les démêlés se multiplièrent entre le prince étranger et les patriotes. On peut admettre que l'organisation judiciaire, adoptée à Brigue en 1435, et qui précise mainte concession extorquée à la Soie vingt ans plus tôt, ne fut point rédigée sans pression de la part des dizains⁵.

Au décès d'André de Gualdo, survenu en 1437, les Valaisans contraignirent Guillaume VI de Rarogne à accepter le trône épiscopal. Nommé directement par le pape Eugène IV, il reçut en tremblant cette lourde charge (*onus importabile*). C'est dans le seul but d'éviter au pays un prince étranger, affirmait-il, qu'il avait renoncé à la vie paisible de chanoine⁶. Il soumit son acceptation à la condition expresse que les « patriotes » restaureraient intégralement les droits de son siège. Une diète, réunie à Brigue, jura de protéger le nouveau prélat

³ G. Chika, *La fin de l'état corporatif en Valais et l'établissement de la souveraineté des dizains au XVII^e siècle*, Thèse, Sion, 1947, pp. 42 et 43. — Nous adoptons ici la numérotation des évêques de Rarogne établie par J. Gremaud (*Documents relatifs à l'histoire du Vallais*, dans *Mém. et Doc. publ. par la soc. d'histoire de la Suisse Romande*, T. XXIX à XXXIII et XXXVII à XXXIX, Lausanne, 1875—1898) (Cité : Gremaud).

⁴ *Armorial valaisan*, Zurich, 1946, p. 26, article dei Benzi.

⁵ G. Chika, *op. cit.*, pp. 47 et 48.

⁶ *ibidem*, p. 48.

et de garantir les privilèges « conférés par Charlemagne à Saint Théodule ».

Des conflits, minimes en apparence, ne tardèrent pas à opposer Guillaume VI aux dizains ; si bien que, « le 28 janvier 1448, écrit M. Jean Graven, Naters est le théâtre d'une rapide et pathétique défaite. Plus de 2000 hommes, venus des points cardinaux du pays, s'ameutent dans le pré sous le château du Roc, où séjourne Guillaume VI de Rarogne et qu'ils circonviennent ; ils jettent sur un parchemin une centaine de paragraphes hâtifs, les relisent article par article à leur évêque, et le contraignent d'y adhérer. Ils s'en défendent, il est vrai, par des formules respectueuses, mais on connaît le ton véritable de leurs humbles, de leurs dévotes supplications et prières. Il ne fait aucun doute que ce code fut arraché par des moyens dont les accusations du Cardinal Schiner donnent une rude et vive illustration. Le Révérend Père en Christ dut subir la tyrannie de ses sujets, se contentant de protester que l'acte scellé ne devait avoir de valeur que sa vie durant et ne porter, à son décès, nul préjudice aux droits de l'Eglise et de la mense épiscopale de Sion »⁷.

Comme nous l'avons fait observer ailleurs, les Articles de Naters tendaient à séparer radicalement la juridiction temporelle de la juridiction spirituelle et proclamaient le Valais souverainement indépendant et autonome en matière politique. Il s'agissait de priver l'évêque de tout appui à l'extérieur afin de mieux diminuer ses prérogatives à l'intérieur. Tel était notamment le sens de l'interdiction des appels contre toute sentence civile, hors du pays, en Tarentaise ou ailleurs. Nous avons cru retrouver l'explication de ce point dans un recours que Guillaume VI de Rarogne avait adressé au métropolitain de Tarentaise contre la sentence du Bailli et des « patriotes » lors de la révolte d'Im Holtz, un hameau du dizain de Rarogne⁸.

Le texte des Articles de Naters a été publié par Heusler et par Gremaud⁹. Mais les indications que nous venons de reproduire résument en somme tout ce que l'on savait jusqu'ici sur les circonstances qui entourèrent cette célèbre capitulation. On ignorait notamment l'identité de leur rédacteur, car aucun notaire n'a signé, semble-t-il, les copies qui nous en sont parvenues. L'acte découvert par M. l'abbé von Roten contient d'abondantes précisions à cet égard.

⁷ J. Graven, *Essai sur l'évolution du droit pénal valaisan...*, Lausanne, 1927, p. 84.

⁸ G. Ghika, *op. cit.*, pp. 50 et 51.

⁹ Gremaud, No 2976 et A. Heusler, *Rechtsquellen des Kantons Wallis*, Bâle, 1890, pp. 169 sqq.

Voici l'analyse de ce document, dont nous reproduisons en annexe le texte intégral :

Le 14 février 1448, le vicaire de Glis Jean Hennannen comparaît au château de Naters, en présence de l'évêque Guillaume de Rarogne, du notaire Laurent Grolli et des témoins Henri Esperlin, doyen de Sion, Anselme Andereggun, curé de Naters, Antoine Kuonen, Martin Zuren, Rodolphe Hennannen et Pierre Metziltzen¹⁰. Le procureur fiscal de l'évêque¹¹ énonce les chefs d'accusation suivants :

1. Le vicaire de Glis a fabriqué, dicté et composé maints articles contre les libertés de l'évêque de Sion, de la mense épiscopale, pour son plus grand préjudice, à l'instigation de plusieurs ennemis de l'évêque, de sa juridiction et de son Eglise.
2. Lors de la rédaction de ces articles, on l'a vu en public, équipé comme un guerrier, dissimulant une cuirasse, portant une lance ainsi que d'autres armes offensives et défensives. Ce fait lui a déjà valu une sentence d'excommunication canonique.
3. Il a encouru en outre l'irrégularité, car il a persévéré à célébrer les offices, en dépit de son excommunication.
4. Il a pénétré de force chez un clerc de Glis, Henri Tegelsteinen, dans l'intention de le frapper dans son propre domicile. Ne l'ayant pas trouvé, il a frappé la femme de maître Henri. Pour cet acte de violence, il a encouru un ban et une peine de 60 livres maurigoises et d'une obole d'or¹².
5. Le prévenu n'a cessé de cumuler délit sur délit : l'évêque ayant accordé une dispense de temps et autorisé la célébration d'un mariage, le vicaire Jean a proclamé ouvertement, du haut de la chaire de Glis, que Sa Grandeur ne pouvait accorder une telle dispense sans déroger aux libertés de l'Eglise ;

¹⁰ Sur le doyen Henri Esperlin, voir A. H. von Roten, *Zur Zusammensetzung des Domkapitels von Sitten im Mittelalter*, dans *Vallesia*, T. II, 1947, p. 48. — En 1451, Henri Esperlin deviendra évêque de Sion.

Sur Anselme Andereggun (1410—1457), curé de Naters (1437—1459), voir F. Schmid, *Verzeichnis von Priestern aus dem deutschen Wallis*, dans *BWG*, T. I, 1895, p. 294.

Sur Antoine Kuonen, Bailli du Valais (1437—1439 et 1445—1446), voir H. A. von Roten, *die Landeshauptmänner...*, dans *BWG*, T. X, 1re livr. 1946, pp. 47—49.

Sur Martin Zuren, Bailli du Valais (1449—1452), *ibidem*, pp. 54—57.

Sur Pierre Metziltzen, voir *Armorial valaisan...*, p. 169, article *Mezelten*.

Sur Rodolphe Hennannen (Herenannen, Hannannen), clerc de Naters (1437), familier de l'évêque Guillaume VI de Rarogne, notaire (1444), voir Gremaud, No 2892 et No 2961.

Sur Laurent Groely, originaire de Formazza, notaire à Brigue, établi à Sion (1440), bourgeois de cette ville et secrétaire de la Diète (1441—1444), voir *Armorial valaisan...*, p. 117, articles *Groely*.

¹¹ Sur les fonctions du fiscal selon l'organisation de 1435, voir Heusler, *op. cit.*, p. 151, No 9.

¹² En vertu de l'article 29 de Naters. La loi se retournait contre son rédacteur.

il a soutenu que cette dispense ne se justifiait pas et déclaré qu'il se démettrait de ses fonctions plutôt que de croire le contraire.

6. Au cours des offices, il a harangué le peuple contrairement aux Ecritures Saintes, tenu des propos hérétiques ; il a calomnié sciemment et méchamment son Seigneur et prélat, trahissant ainsi son propre serment.

7. Il a commis encore de graves délits et excès que l'on omet « par souci de brièveté et de décence ».

Pour tous ces motifs, le procureur fiscal requiert instamment le châtiment mérité par le vicaire Jean.

On entend la réplique de ce dernier : il reconnaît le bien-fondé d'une partie de l'accusation, mais en nie certains points. Il se jette finalement à genoux et supplie humblement son Seigneur d'avoir pitié de lui et de lui pardonner les excès et les fautes qu'il a pu commettre par ignorance, mais en tout cas sans aucune malice.

Le doyen de Sion, Henri Esperlin, le curé de Naters, Anselme Andereggun, Martin Zuren, Rodolphe Hannannen, Pierre Metzilten et de nombreux autres clercs intercèdent humblement en sa faveur auprès de l'évêque.

Le prince se déclare prêt à pardonner au vicaire ses excès et ses fautes passés, moyennant certaines conditions : avant de lui faire grâce et miséricorde, il exige que le coupable lui prête serment corporel, dans ses mains, sur le Saint Evangile. Le vicaire doit jurer de se comporter désormais en toute honnêteté et fidélité à l'égard de l'évêque ; d'agir pour le bien, l'avantage et l'honneur de son Eglise et de sa Mense épiscopale de Sion ; d'écarter de ces dernières tout dommage ou inconvénient ; de ne jamais traiter, ni délibérer, ni agir avec ceux qui agiraient ou délibéreraient contre le Prince-Evêque, contre son Eglise, son Etat, ses libertés, mais bien au contraire de s'opposer à leurs tentatives par tous les moyens possibles ; et si cela n'est point en son pouvoir, d'en prévenir au moins sans délai son Seigneur. En outre, si à l'avenir (ce qu'à Dieu ne plaise !), il arrive que le vicaire Jean, par son silence ou par ses actes, soit convaincu d'avoir violé son serment, Sa Grandeur le punira sans grâce ni rémission, selon la stricte justice, pour tous ses délits, pour toutes ses fautes passées ou futures.

Tels sont les faits que Laurent Grolli, clerc du diocèse de Novare, habitant de Sion, notaire d'autorité impériale, présent au procès, a été invité à rédiger sous forme d'acte public, devant les témoins déjà cités, etc.

Ce document révèle donc le nom et la personnalité de celui qui a rédigé les Articles de Naters ; il apporte des précisions sur sa conduite au moment de la révolte de 1446. Enfin, il indique quelle fut la réaction de l'évêque Guillaume VI de Rarogne à son égard.

Ainsi c'est un ecclésiastique, un vicaire de Glis, qui a rédigé les fameux Articles. Sans doute, il l'a fait à la demande (*ad requisitionem*) de plusieurs « patriotes », mais il n'en demeure pas moins que son rôle ne fut point celui d'un vulgaire scribe ; l'accusation utilise en effet les trois termes : *fabricator, dictator, compositor*, qui ne peuvent s'interpréter que dans le sens d'auteur et de rédacteur. De plus, si ce chef d'accusation est porté en tout premier lieu, c'est bien que le vicaire de Glis avait assumé une lourde responsabilité dans cette affaire.

Qui était ce prêtre ? Son prénom Jean (*Johannes*) subsiste en toutes lettres en plusieurs passages de notre texte. Quant au patronymique, il a été gratté postérieurement, mais on peut le restituer, croyons-nous, avec beaucoup de certitude : on distingue encore nettement l'initiale H et un signe d'abréviation très analogue à celui qui figure sur le nom du témoin Hennannen ou Hannannen, dont le nom apparaît deux fois. Nous concluons que le vicaire de Glis s'appelait Jean Hennannen ou Hannannen, et que le témoin et intercesseur Rodolphe Hennannen, notaire de Naters et familier de l'évêque en 1444, devait lui être apparenté ¹³.

Les documents publiés par l'abbé J. Gremaud viennent étayer notre thèse : en effet, c'est déjà Jean Hennannen qui instrumente en premier le texte du fameux serment de Salquenen, par lequel, en 1416, les « patriotes » destituèrent le prince-évêque Guillaume V de Rarogne. Il s'intitule alors : *Johannes Harnanen de Ricingen, parrochie de de Consches, dyocesis Sedun., clericus Glise, notarius publicus*, etc. Les deux autres notaires sont un clerc de Glis et un notaire de Loèche ¹⁴.

Jean Hennannen appartenait donc au nombre des meneurs de la « guerre de Rarogne » et n'avait pas hésité à prononcer la déchéance du prince. Dès lors, il n'est pas surprenant que ce clerc ait encore servi, en 1446, les ennemis de l'évêque Guillaume VI de Rarogne, dans la rédaction des Articles de Naters.

D'après le texte de 1416, Jean Hennannen était originaire de Reckingen (Conches). La famille Hennannen dut s'éteindre de bonne heure : dans les sources publiées jusqu'ici, elle n'est connue que par nos deux personnages, Rodolphe et Jean ¹⁵. Un autre document de Gremaud attribue la même origine au vicaire de Glis : une inféodation de la Majorie de Moerel, par l'évêque Guillaume IV de Rarogne, en 1396, est levée et écrite par *Johannes Halianen de Reckingen, parrochie de Conches*, qui s'intitule « notaire public » au début de l'acte.

¹³ Voir note 10 ci-dessus.

¹⁴ Gremaud, No 2634.

¹⁵ Un acte du 13 janvier 1349 est rédigé par le prêtre juré *Jacobus Nannan de Reckingen* (AV, dépôt de M. Louis de Riedmatten, carton 1, No 29). On peut se demander s'il ne s'agit pas de la même famille.

Si l'on admet que ce Johannes Halianen s'identifie avec le rédacteur du serment de Salquenen et des Articles de Naters, on s'explique mieux pourquoi l'évêque Guillaume VI, en 1448, fit grâce si généreusement au vicaire de Glis : celui-ci devait être âgé alors de soixante ans pour le moins, car il est peu probable que l'on ait confié à un adolescent la rédaction de l'acte de 1396 concernant le fief de Moerel. Quant aux orthographes très variables d'un même nom, dans un même texte, elles sont courantes et ne sauraient constituer une objection.

Jean Hennannen ne figure pas dans la liste des prêtres du Haut-Valais, établie par F. Schmid ¹⁶ ; mais notre document ne laisse aucun doute : c'est un prêtre, un vicaire (*sacerdos, presbyter... , vicarius*), qui prêche en chaire aux offices divins. Nous pouvons donc admettre que Jean Hennannen de Reckingen fut d'abord clerc, qu'il devint notaire public ¹⁷ et se fixa dans la région de Naters dès la fin du XIV^e siècle. Nous ignorons à quelle époque il obtint le vicariat de Glis. En 1416, il s'intitule simplement *clericus*, ce qui ne permet pas de le considérer avec certitude comme un prêtre ¹⁸.

La résidence de Jean Hennannen dans la région de Naters, puis de Glis, explique peut-être sa participation aux « guerres de Rarogne ». La révolte contre la célèbre famille féodale s'alluma en effet dans cette contrée ¹⁹. Des sociétés s'y étaient constituées, notamment celle des « Anglici » à Naters, et celle de la « Chienne » (destinée à chasser l'aigle de Rarogne) à Brigue. Dès 1399, on avait commis des actes de violence à Naters, où les nobles de Rarogne possédaient des biens et des droits. Jean Hennannen vécut donc dès sa jeunesse, semble-t-il, dans une atmosphère de haine ; en 1416, il joua un rôle en vue dans la guerre civile. Bien que prêtre, et sans doute avancé en âge, il reprit la lutte avec fougue à l'époque des Articles de Naters, tandis que Rodolphe Hennannen, à ce moment du moins, suivait le parti de l'évêque dont il était devenu le familier.

On peut se demander pourquoi les « patriotes » ont pu confier au vicaire de Glis la rédaction d'un acte aussi peu clérical que les Articles de Naters, alors surtout qu'ils stipulaient au paragraphe 98, par la plume de Jean Hennannen : « que les prêtres et les étrangers n'instru-

¹⁶ Nous ne pensons pas qu'il faille l'identifier avec Johannes Hemmillun, chapelain de Glis, témoin à Naters, le 6 septembre 1460 (F. Schmid, *op. cit.*, dans *BWG*, T. II, 1901, p. 387) car il faudrait attribuer à Johannes Hennannen une longévité bien extraordinaire.

¹⁷ Sur les notaires publics ou impériaux, voir M. Mangisch, *De la Situation et de l'Organisation du Notariat en Valais sous le régime épiscopal*, 999—1798, Thèse, St-Maurice, 1913, pp. 112 sqq., notamment p. 135.

¹⁸ Sur ce point, voir *ibidem*, pp. 57 et 58.

¹⁹ E. Hauser, *Geschichte der Freiherren von Raron*, dans *Schweizer. Studien zur Geschichtswissenschaft*..., T. VIII, cahier No 2, Zurich, 1916, pp. 90 et 91.

mentent pas de contrat perpétuel sans la permission de l'évêque et des patriotes, sauf le cas de nécessité, à l'article de la mort »²⁰. Mais il convient de préciser que c'était la toute première fois que les Valaisans posaient ce principe et qu'ils auront à le défendre longtemps encore, notamment dans les statuts de 1571²¹. La confiance que les « patriotes » accordèrent au vicaire Hennannen s'adressait tout naturellement moins à l'homme d'Eglise qu'à l'homme de guerre et au notaire compétent pour ce genre d'actes politiques. Au surplus, l'interdiction aux « étrangers » de stipuler des actes notariés, contenue dans ce même paragraphe 98, était peut-être destinée à satisfaire les rancunes de notre vicaire : notre document mentionne en effet des sévices que ce dernier tenta d'exercer sur la personne d'un clerc de Glis nommé Henri Tegelsteinen. Il s'agissait d'un clerc et notaire d'autorité impériale, originaire du diocèse de « Wabenberg », vraisemblablement de Bamberg en Allemagne. Selon le catalogue des ecclésiastiques du Haut-Valais, c'est un membre du clergé. Mais, à l'époque des Articles de Naters du moins, il n'est qu'un simple tonsuré, puisqu'il est marié et que son épouse légitime (*uxor*) est frappée par le vicaire Hennannen. Dans les actes que nous connaissons de lui, il apparaît toujours comme notaire²². Il constitua peut-être un concurrent et un rival de notre vicaire Jean dans l'exercice de son ancienne profession²³.

En résumé, l'auteur des Articles de Naters nous apparaît sous l'aspect d'un ancien notaire de mérite, originaire de Reckingen, établi dans la région de Naters, et ultérieurement vicaire de Glis. C'est un homme d'action, peu embarrassé de scrupules religieux, bravant l'excommunication, tout comme ses fougueux compatriotes. C'est un prêtre peu digne, voire même peu attaché à ses fonctions sacerdotales, qu'il n'hésiterait point à abandonner. S'il obtient grâce en 1448, c'est sans doute parce qu'il est déjà d'un certain âge, mais aussi parce que, juriste habile et politicien hardi, il peut encore servir la cause épiscopale, en se tenant à l'écart, pour le moins, de toute nouvelle intrigue ; c'est surtout, enfin, parce qu'il jouit de puissantes protections auprès du prince-évêque.

La personnalité de Jean Hennannen est un produit des temps troublés de la fin du XIV^e siècle, marqués en Valais par les guerres

²⁰ M. Mangisch, *op. cit.*, p. 158.

²¹ *Ibidem*, p. 167.

²² Voir J. Lauber, *Verzeichnis von Priestern aus dem deutschen Wallis*, dans *BWG*, T. VII, 1934, p. 341. — «Heinricus tegelsteyn de curia wabenbergensis dyocesis clericus glise publicus Imperiali auctoritate notarius» (Voir *AV*, fonds *AT*, parchemins, No 72, 75 et 76. Il instrumente en 1430 à Zermatt, et en 1434 et 1435 à Glis).

²³ On notera que le notaire qui rédige l'acte d'accusation, en 1448, Laurent Groely, est originaire d'Italie (voir note 10 ci-dessus).

d'indépendance contre la Savoie, et sur le plan religieux, par le Grand Schisme d'Occident, qui partagea aussi le pays. La période, plus sombre encore, des guerres de Rarogne, au début du siècle suivant, n'était pas destinée à améliorer la situation. On ne doit donc pas s'étonner du relâchement de la discipline ecclésiastique en Valais, au XVe siècle. La conduite de notre vicaire en fournit un exemple saisissant ; mais la chose est suffisamment claire dans notre texte et n'exige pas d'autres commentaires.

Par contre, notre document révèle encore quelle fut l'attitude de l'évêque Guillaume VI envers le rédacteur et l'auteur principal des Articles de Naters. Que ce prélat ait fait grâce d'une manière aussi généreuse ne présente rien d'extraordinaire : une mansuétude, peut-être exagérée, semble le trait dominant de son caractère ²⁴. Il est plus surprenant de voir le doyen Henri Esperlin intercéder en faveur du prévenu : c'est ce chanoine qui, devenu évêque de Sion en 1451, obtint des Valaisans, grâce à son inébranlable fermeté, l'annulation des Articles de Naters ²⁵.

Mais il faut tenir compte de la qualité des autres intercesseurs : Martin Zuren, qui devint Bailli en 1449, jouissait certainement alors de la confiance des dizains. Quant à Antoine Kuonen, il était Bailli du Valais à l'époque des Articles de Naters ²⁶ ; on sait qu'il avait pris part aux luttes contre la Maison de Rarogne et qu'il s'était enrichi à ses dépens. La présence de ces « patriotes » autorise à se demander si, en 1448, l'évêque et le doyen purent agir en toute liberté. Nous admettrions plutôt que, si Jean Hennannen bénéficia du sursis à des conditions si favorables, il le dut, pour une bonne part, à la pression que les « patriotes » continuaient à exercer sur leur prince.

Quoi qu'il en soit, le procès intenté à Naters contre notre vicaire ne constitue aucunement une rétractation des fameux Articles, imposés deux ans auparavant dans le même lieu, puisque leur auteur fut même l'objet d'une clémence qu'il n'avait guère méritée par sa conduite. Il est donc assez naturel que des ecclésiastiques aient accusé Guillaume VI, auprès du pape, « d'avoir porté atteinte aux droits et aux immunités de l'Eglise et d'avoir fait des concessions exorbitantes au peuple à Naters ». On sait que ce prélat fut assigné à Rome en l'année jubilaire 1450, et qu'il mourut à Pallanza, sur le chemin du retour, le 14 janvier 1451. Il appartient à son successeur de freiner, pour un temps, les ambitions des « patriotes » valaisans. Quant au vicaire Hennannen, il ne fit plus parler de lui désormais ²⁷.

²⁴ G. Ghika, *op. cit.*, p. 48, note 143.

²⁵ *Ibidem*, p. 53.

²⁶ Voir note 10 ci-dessus.

²⁷ Sur la fin de l'évêque Guillaume VII, voir Gremaud, No 3032, note 1, et No 3037.

A N N E X E

L'évêque de Sion, Guillaume VI de Rarogne, pardonne au vicaire de Glis, Jean Hennannen, coupable de divers délits.

Naters, le 14 février 1448.

In Nomine domini amen Anno A Natiuitate eiusdem millesimo IIII^{mo} XLVIII^o Indicione XI die XIV mensis february in castro saxi de narres in [- - -] / conspectu Reuerendi in Christo patris et domini nostri domini guillelmi de Rarognia dei et apostolice sedis gracia sedunensis Episcopi prefeti et comitis Vallesii [et mis notarii infrascripti et] / testium subscriptorum presencia personaliter constitutus et euocatus dominus [Johannes Hennannen] (a) vicarius de [glisa] (b) ad instantiam et petitionem procuratoris [physcalis prefati] / domini episcopi qui contra dictum dominum [- - -] (c) Intitulauit et proposuit et eciam probaturum se obtulit excessus et errores subscriptos Primo [- - -] / fabricator dictator et compositor multorum articulorum contra libertates ipsius domini nostri sedunensis ecclesie et mense episcopalis sedunensis existencium et vnacum [- - -] / ad ecclesie et mense episcopalis preiudicium et hoc ad Requisitionem nonnullorum persecutorum dicti domini Jurisdictionis et libertatis dicte sue ecclesie Item [- - -] / homines dum dicta fabricabantur statuta publice more armigerorum incedebat armatus et Indutus lorica celata cuspide et aliis armis offensibilibus et defen / sibilibus per que sentenciam Incidit excommunicacionis acanone latam et per. Inde Irregularitatem quia celebrauit excommunicatus deinde premissis non contentus temere et violenter [inuasit] / domum Henrici [Tegelsteinen] (d) clerici de [Glisa] (e) causa et intentionis ipsum in propria domo verberandi quem cum reperire non potuit uxorem ipsius magistri Henrici [- - - per] / cussit per quam violenciam bannum et penam LX li-

a) et b) Ces noms ont été effacés volontairement, mais ils demeurent partiellement lisibles.

c) Nom volontairement effacé et remplacé ultérieurement par un mot qui pourrait être Amen ou Annen.

d) Nom volontairement effacé, mais partiellement lisible.

e) Nom volontairement effacé et remplacé ultérieurement par un mot illisible.

brarum maurisiensium cum obolo auri Incidit Item premissis non contentus mala malis addendo idem dominus Johannes / palam in cancellis eccl[esie] de [Glisa] (f) cum dominus dispensasset de prohibitione temporis et mandasset quoddam matrimonium solemnizari dixit quod ipse dominus noster cum [- - -] / dispensare non posset et libertati ecclesie in hoc derogaret et quod illud non posset credere quod illa dispensatio Justa esset et quod cicius dimictet se onerum [- - -] / antequam illud crederet loquendo contra sacram scripturam populum confluentem ad diuina Heretice informando et domino ac prelato suo sinistre et maliciose detrahendo contra / Ipsius Juramentum faciendo et multa alia enormia comisit delicta et excessus hic causa breuitatis et honestatis pretermisissis petens et instanter [Requirens] / ipsum dominum Johannem Juxta demericta secundum Juris dispositionem puniri Supra quibus audita replicacione dicti domini Johannis premissos articulos partim confessus / et partim negando, [ge]nibus flexis eundem dominum nostrum sedunensem humiliter exhortatus est ut sibi si quos comiserit excessus et errores pietatis intuitu Indulgere / dignaretur quia commisso[s] errores non maliciose sed ignoranter peregerit Inde est quod dictus dominus noster sedunensis ad intercessionem venerabilium et discretorum virorum domini Henrici / Esparlini decani sed[un]ensis Anshellmi ander eggun curati de narres anthony kuonen martinj zuren Rodulphi Hannannen et petri metzilton et pluri[m]orum aliorum clerico[rum] humiliter pro dicto domino Johanne Intercedentium Inclinatorum dicto domino Johanni suos commissos excessus et errores sub modo et conditionibus / subscriptis Remisit et misericorditer Indulsit ipsumque ad graciā et misericordiam suscepit prestito prius per eundem dominum Johannem corporali Juramento promisit / et iurauit in manibus dicti domini nostri sedunensis super sanctis dei Euangelis quod ipse abinde probus et fidelis erit dicto domino nostro eiusque ecclesie et mense episcopali / sedunensi bonum comodum et honorem ipsorum procurabit dampnum siquid et incomodum euitabit nec erit in tractatu consilio uel opere ubi quicquid contra / eundem dominum eius ecclesiam uel statum aut libertates eorum ageretur uel tractaretur sed omnibus opibus consiliis et tractatibus contra eundem dominum / nostrum ecclesiam res uel libertates laborantibus Juxta posse obuiabit quibus se obuiare non posset dicto domino — (g) primum ut poterit manifestabit / et omnia alia faciet procurabit et adimplebit que fidei sacerdoti et presbitero facere incumbunt erga suum dominum et prelatum et

f) Nom volontairement effacé, mais partiellement lisible.

g) Mot effacé par le scribe et remplacé par un tiret.

*si pro futuro [quod Deus] / auertat contrarium faceret tacite uel
expresse de quo constaret legit[ime] et veraciter quod ipse dominus
Johannes pro premissis delictis et erroribus commissis / aliis comic-
tendis sit per eundem dominum nostrum sedunensem puniendus se-
cundum Juris dispositionem absque gracia uel Remissione de quibus
omnibus preceptum [fuit] / michi notario subscripto instrumen-
tum publicum ad opus sapientium corrigendum substancia facti non
mutata testesque apponi qui sequuntur dicti dominus Henricus /
decanus sedunensis anselmus ander eggun curatus de narres anthonius
kuonen martinus zuren Rodulphus Hennannen et petrus metzilton.*

[Monogramme du notaire] *Ego jtaque laurencius grolly clericus
nouariensis dyocesis ciuis et habitator sedunensis publicus imperiali
auctoritate notharius [- - -] / omnibus unacum dictis interfui in-
deque hoc instrumentum publicum recepi et per alium idoneum no-
tharium [me aliis nego]cijs prepeditus scribi feci et propria manu
me subscripsi signetumque michi solitum apposui in [- - -] testi-
monium omnium premissorum.*